



Le 19 novembre, à Marivan, dans la région du Kurdistan iranien (nord-ouest), lors d'une manifestation contre le régime. SALAMPPIX/ABACA

ENTRETIEN

« Ce soulèvement scelle une révolution culturelle »

IRAN Afin de stopper trois mois de contestation, le régime a exécuté plusieurs citoyens. Selon le spécialiste du pays **Bernard Hourcade**, pour que la révolution devienne politique, la participation de la classe moyenne est nécessaire.

Déjà 500 morts et une dizaine d'exécutions : jusqu'où ira le régime des mollahs dans la guerre qu'il mène contre son peuple ? Avec le soulèvement qui a éclaté, le 16 septembre, après l'assassinat de la jeune Mahsa Amini, 22 ans, pour une mèche rebelle hors de son foulard, la question est ouvertement posée. Des milliers d'arrestations, des condamnations à la peine capitale et des exécutions en place publique... mais cette répression, aussi terrible soit-elle, ne parvient pas à briser le cycle de manifestations quotidiennes à travers le pays. L'insurrection assumée peut-elle amener à une rupture

avec la dictature islamiste ? La contestation traverse toutes les catégories de la population, elle rassemble aussi les générations, les citadins et les ruraux. Ce soulèvement d'une bonne partie de la société se nourrit de l'énergie des mouvements précédents et fait tache d'huile. Le pouvoir iranien aurait-il peur ? La férocité dont il fait preuve est-elle un signe de panique dans un contexte de crise économique sous le poids des sanctions et de tensions diplomatiques avec les pays occidentaux ? La résistance peut-elle imposer le changement ? Membre du Centre de recherche sur le monde iranien, Bernard Hourcade tente de répondre.



BERNARD HOURCADE
Directeur de
recherche émérite
au CNRS, géographe
et spécialiste de l'Iran

Plus de trois mois après le début des contestations, quel regard portez-vous sur la révolte en Iran ?

Avant d'être politique, économique, ce mouvement marque une révolution culturelle et existentielle. La nouvelle génération porte la revendication « Femme, vie, liberté », qui regroupe femmes et hommes. Ils luttent pour l'existence de chacun. Quel que soit le gouvernement en Iran, la population ne craint plus d'affronter la police et de manifester. Cette dernière a même reculé devant les protestations, ne tirant pas sur la foule malgré la violente répression. Cette révolution s'avère déjà victorieuse. Les femmes osent se promener sans foulard dans la rue. D'autres vont arracher les turbans des mollahs, la coiffe emblématique de l'élite religieuse. Bien évidemment, le régime va poursuivre les arrestations et les exécutions. La répression continuera et le nombre de morts devrait être important, mais le principe même de ce soulèvement est acquis. Le gouvernement sait qu'il ne peut revenir en arrière. Car il fait face à un mouvement de basse intensité qui ne s'arrêtera pas.

Ce mouvement est-il en mesure d'aboutir, à la différence des précédents ?

Il y a d'abord eu des manifestations politiques en 2009 face à la fraude électorale organisée par le président sortant, Mahmoud Ahmadinejad. La contestation a éclaté dans les grandes villes iraniennes, pour réclamer : « Où est mon vote ? » À l'époque, il s'agissait d'une révolution politique, à l'intérieur du système. Les gens souhaitaient la victoire de l'ancien premier ministre, Mir Hossein Moussavi. En 2015, l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien porte un vent d'espoir parmi la population. Avec la fin des sanctions, les Iraniens espéraient assister à une ouverture économique,

sociale et politique. Le régime était d'ailleurs vacillant. Du coup, les conservateurs et le guide actuellement au pouvoir n'en voulaient pas, ni les Israéliens, ni les Saoudiens, ni l'administration américaine avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Entre 2017 et 2019, après la sortie des États-Unis de l'accord sur le nucléaire, de nombreuses mobilisations sociales éclatent. En trois jours, elles feront des milliers de morts chez les travailleurs, fin 2019.

Aujourd'hui, ce mouvement ne porte pas d'alternative politique. Ce phénomène est profond puisque tout le monde y participe et sans leader. Cela perturbe le régime qui ne peut mettre 83 millions de personnes en prison. Ces soulèvements démontrent que la société iranienne évolue de façon extraordinaire, indépendamment des souhaits du gouvernement et du pouvoir. Les femmes en sont le symbole le plus fort. Par exemple, dans la province du Kurdistan, dont est originaire Mahsa Amini, il y a quarante ans, 80 % des gens ne connaissaient pas le persan, selon les recensements officiels. Aujourd'hui, 95 % des filles sont scolarisées et parlent persan. Les femmes font partie de la société et elles le revendiquent. Les 500 morts ont scellé cette évolution irréversible.

Pour que cette révolution soit totale doit-elle déboucher sur une forme politique ?

La réussite de ce mouvement global passe par les réseaux sociaux. Mais ils n'ont pas d'utilité politique pour faire pression sur un gouvernement et le renverser. Pour parvenir à une révolution politique, ce mouvement doit désormais déboucher sur des mobilisations sociales. La diaspora n'a pas pleinement joué son rôle. Elle déplore la répression, médiatise le courage des protestataires, mais cela ne fera pas chuter le régime. Une dictature est prête à aller jusqu'au bout et faire une centaine de morts par jour si nécessaire. Elle l'a déjà démontré par le passé. L'autre élément intéressant, c'est la population qui ne manifeste pas, écrasée par la crise économique. Les deux tranches d'âge 30-40 ans et 40-50 ans, qui sont les plus nombreuses en Iran, n'ont pas protesté de crainte de perdre leur faible salaire, leur emploi. L'Iran fait partie

des pays les plus éduqués au monde. Il existe de nombreux ingénieurs, des techniciens qui sont au chômage ou qui occupent des métiers précaires. La liberté politique demeure encore trop loin de leur préoccupation principale. Pourtant, ils sont le « cœur » du pays et du régime, en tant que fils de ceux qui ont réalisé la révolution de 1979. Avec les sanctions, seul un petit groupe s'enrichit et profite de la manne pétrolière grâce à la corruption.

Face aux exécutions, y a-t-il une suite possible ?

Elles ont été déclenchées par le régime pour terroriser les gens. Après avoir fiché, arrêté des milliers de personnes et relâché plusieurs centaines, ces pendaisons ostentatoires ont été réalisées pour menacer directement les protestations et bloquer les manifestations. Ces exécutions ont fait reculer le mouvement qui a déjà remporté une formidable avancée. Mais il stagne aussi faute de mobilisation sociale, la grande grève du 7 décembre n'a pas été une réussite. Il y a une attente pour voir comment les choses vont évoluer dans la société alors que le gouvernement est paralysé et ne fait que réprimer. Le changement peut venir de l'intérieur du régime, autour de personnalités comme l'ancien président du Parlement, Ali Larjani. Plusieurs groupes (gardiens de la révolution, technocrates, élus...), extrêmement divisés, essayent de profiter de la situation. Le guide Ali Khamenei, 83 ans, n'a plus l'autorité pour mettre un terme à ses désunions. Il est obligé de faire des concessions.

D'autres issues existent-elles ?

L'autre acteur majeur demeure le groupe des 5 + 1 du nucléaire - Chine, France, Russie, Royaume-Uni, États-Unis, plus l'Allemagne. Depuis la sortie de Donald Trump, ces puissances peuvent agir et faire pression sur le gouvernement avec la levée des sanctions et un nouvel accord. Il s'agit du seul moyen crédible d'influer sur les autorités pour qu'elles cessent la répression et offrent des perspectives à la classe moyenne. Mais, sans avancée, l'Iran poursuit son programme et est très proche d'y aboutir dans les semaines qui viennent. Une fois que le pays deviendra une puissance nucléaire, comment vont réagir les États-Unis, Israël, l'Arabie saoudite, la Russie, la Chine, la France... ? Les conséquences internationales seront considérables et cela va étouffer tout espoir de révolution. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA

« Cette insurrection perturbe le régime qui ne peut mettre 83 millions de personnes en prison. »

Presque cinq ans que je n'avais pas vu ce pays, qui m'est pourtant si cher.

Le Brésil vit ses derniers jours du mandat de Jair Bolsonaro, président raciste, machiste, homophobe. C'est à São Bernardo do Campo, berceau politique de Luiz Inácio Lula da Silva, que j'y ai fait mon retour. J'avais entrepris ce voyage pour découvrir le travail de Francisco, que l'on surnomme Toicinho, artisan-luthier qui fabrique des berimbau, l'instrument de musique le plus iconique de la capoeira. Dans son atelier, où il sélectionne et travaille le bois et les calebasses qui formeront l'instrument, le contre-mestre me parle du racisme et des préjugés, omniprésents dans la société brésilienne pendant que les journaux télé passent en boucle des images de meurtres et d'agressions, eux aussi omniprésents.

Dans cette banlieue de São Paulo, dans quelques autres villes et dans la capitale, les électeurs ont voté pour Lula. De peu, certes, il est arrivé en tête. À l'échelle de l'État de São Paulo par contre, le plus peuplé du pays avec 45 millions d'habitants, dont 12 millions dans la capitale éponyme, c'est une autre histoire. Plus de la moitié

REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON



JULIEN/AULIN/HANS LUCAS

Transitions au Brésil

(55 %) des électeurs souhaitait réélire Bolsonaro. Par mesure de sécurité, et aussi, il faut être honnête, par facilité, je me déplace souvent en Uber pour me rendre dans les multiples académies de capoeira, dispersées dans cette métropole immense et congestionnée. C'est au cours de ces trajets, en discutant avec les chauffeurs, que je rencontre ces bolsonaristes. Certains sont des évangéliques qui avalent les fake news sur l'endoctrinement des enfants, d'autres s'inquiètent de la corruption, quand d'autres encore auraient voulu de la

nouveauté. Aucun des chauffeurs que j'ai rencontrés n'est blanc, ce qui témoigne de la stratification sociale, mais un seul m'a parlé du problème du racisme. Et, même lui, a voté Bolsonaro.

Comme à Campinas, par exemple. Plus reculée dans les terres, cette ville étudiante a majoritairement voté pour Bolsonaro. Pourtant, Campinas est aussi le berceau d'une nouvelle génération de jeunes, transgenres, LGBTQI+, Noirs... qui bousculent les normes et conquièrent de nouveaux espaces. C'est le cas de Puma Camillê, créatrice du projet Capoeira para Todes (« Capoeira pour tous-tes »), qui fusionne capoeira et voguing. Son projet est conçu comme un espace de résistance et d'émancipation où les normes de genre, notamment, volent en éclats. Pour ces jeunes, souvent par ailleurs marginalisés, le retour de Lula est un espoir. Il a promis que son gouvernement serait composé de manière à représenter la diversité du pays. On devrait connaître aujourd'hui la liste complète des ministres qui entreront en fonction le 1^{er} janvier. Quant à moi, je poursuis mon périple à Rio de Janeiro et vous souhaite de bonnes fêtes depuis la plage de Copacabana. ■